

Le monde se réjouit de la décision des États-Unis sur Cuba et demande la fin du blocus



La Havane, 15 janvier (RHC) Cuba a été retirée de la liste des pays soutenant le terrorisme, une décision de la Maison Blanche célébrée aujourd'hui par les dirigeants du monde et les organisations sociales qui exigent également la fin du blocus américain.

La mesure annoncée la veille par l'administration de Joe Biden a été accueillie avec satisfaction dans plusieurs pays, notamment en Amérique latine, dont le Venezuela, la Colombie et la Bolivie, ainsi que par les représentants des mouvements de solidarité avec la nation caribéenne. Le gouvernement bolivarien du président Nicolás Maduro a qualifié l'action des États-Unis de limitée et a affirmé qu'une telle désignation n'aurait jamais dû être appliquée à l'île des Caraïbes.

À cet égard, il a souligné la nécessité de démanteler le blocus économique, financier et commercial qui affecte la société cubaine depuis plus de 60 ans.

Pour sa part, le chef de l'État bolivien, Luis Arce, a salué la décision des États-Unis et affirmé que « la raison, la vérité et la justice ont prévalu », après « l'inclusion unilatérale, arbitraire et infâme (sur la liste) en 2021 », a-t-il déclaré sur son compte X.

De son côté, le président de la Colombie, Gustavo Petro, s'est également félicité de l'exclusion de Cuba de la liste établie unilatéralement par les États-Unis. Le président a estimé que l'élimination, même partielle, des mesures punitives est un pas en avant.

Le ministère cubain des Affaires étrangères a exprimé sa gratitude au peuple cubain pour son soutien sans restriction aux processus de négociation et de dialogue nécessaires pour parvenir à une coexistence pacifique en Colombie.

« En raison de notre ferme conviction que le multilatéralisme est un principe des relations internationales, nous rejetons l'imposition de sanctions et de mesures unilatérales et, par conséquent, avec d'autres pays alliés de la région, nous soutenons les efforts et les demandes d'exclusion de la République sœur de Cuba de cette liste », a ajouté le ministère dans sa note.

L'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique-Traité de commerce des peuples s'est félicitée de cette nouvelle et a également salué « l'élimination par le gouvernement des États-Unis de deux autres mesures coercitives unilatérales » annoncées mardi par la Maison Blanche.

Selon le bloc d'intégration latino-américain et caribéen, malgré le caractère limité de la décision, celle-ci « va dans la bonne direction et répond aux demandes soutenues et fermes de Cuba » et de nombreux acteurs internationaux, tout en favorisant la nation cubaine dans sa voie souveraine de développement.

Aux États-Unis, le National Network on Cuba (NNOC) a réaffirmé son engagement à lutter contre le blocus et a souligné les efforts de solidarité déployés pour parvenir au résultat rendu public la veille par l'administration Biden.

La coprésidente du NNOC, Cheryl LaBash, a déclaré à Prensa Latina que « lorsque nous luttons, nous gagnons », en faisant référence aux « nombreuses résolutions représentant plus de 60 millions de personnes aux États-Unis - conseils municipaux, assemblées législatives d'État, syndicats - qui ont fait entendre leur voix » (Source : Prensa Latina).



Radio Habana Cuba